

Rapport méthodologique du test de l'outil d'analyse socio-anthropologique effectué en Tanzanie

21.09.2005

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières	2
Introduction	3
I. Préparation de la mission : logistique et acquisition de connaissances	5
1. La phase préparatoire	5
2. Déroulement	8
II. Enseignements méthodologiques et recommandations quant à la mise en œuvre de l’outil ASA.....	15
1. Le travail en amont :.....	15
2. Les panels d’expert	20
3. L’entretien	21
4. La validation des données	23
III. Recommandation pour le deuxième test	25

INTRODUCTION

La mission de test de l'outil ASA en Tanzanie fait suite à une première expérimentation menée en Arménie en février 2005. Le test a donc pris en compte la plupart des éléments de révision de l'outil issus de cette mission en Arménie. Il a eu pour objectif de tester l'outil tel qu'il a été élaboré et de repérer les éléments qui pourraient être améliorés.

Cette mission a été conduite par un enseignant - chercheur en études africaines de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Le fait de faire appel à un expert extérieur pour mener cette mission était motivé par la volonté de bénéficier d'un regard critique externe et de l'expérience d'un chercheur universitaire travaillant sur les politiques de coopération et les enjeux du développement. Il a été assisté tout au long de la mission par une consultante junior qui s'est particulièrement chargée de tous les aspects logistiques et des comptes-rendus de panels.

Cette mission s'est déroulée du 20 au 30 août à Dar es Salaam. Deux panels d'experts ont été réunis deux fois chacun et une douzaine d'entretiens ont été réalisés (cf. liste et détails infra). Pour ce test, il a été décidé de structurer la démarche selon deux axes principaux d'investigation :

- une approche générale des enjeux socio-anthropologiques de la coopération européenne en Tanzanie conformément aux préconisations de la méthode ASA,
- une investigation centrée sur le secteur des transports qui constitue une des priorités majeures des interventions de la Commission dans la région.

En focalisant une partie de l'analyse socio-anthropologique sur un secteur d'intervention particulier, celui des transports, il s'agissait à la fois de resserrer les questionnements très larges de l'outil et de tester la pertinence de celui-ci dans le cadre d'une approche sectorielle s'inscrivant elle-même dans le cadre d'une stratégie pays. Ce rapport évalue les avantages et les inconvénients d'une telle démarche à deux étages. Il conclut à la pertinence globale des interrogations soulevées par l'outil ASA, en pointe certaines limites méthodologiques et propose des pistes pour en améliorer l'efficacité et le caractère opérationnel.

Ce rapport de mission est divisé en quatre chapitres. Il souligne d'abord l'importance de la préparation en amont de la mission et la nécessité, pour les évaluateurs, de mener une recherche documentaire assez poussée afin de maximiser les bénéfices des entretiens et des panels menés sur place. Dans les deuxième et troisième sections¹ – qui portent moins sur la méthode que sur le contenu - le rapport synthétise les principaux résultats obtenus grâce à la mise en œuvre de l'outil ASA, aussi bien en termes de stratégie pays (enseignements généraux) que de stratégie sectorielle (enseignements en matière de politique des transports). Une fois ces résultats exposés, la quatrième section opère un retour méthodologique sur l'outil

¹ Pour l'heure incomplètes.

lui-même, en exposant les difficultés rencontrées, les biais qu'il peut encore comporter, et les améliorations à apporter pour le rendre plus performant.

I. PREPARATION DE LA MISSION : LOGISTIQUE ET ACQUISITION DE CONNAISSANCES

1. La phase préparatoire

La première phase de l'outil, celle de la préparation de la mission, a constitué en deux types de tâches : la collecte de documents et d'informations et la prise de contact avec les experts. Cette phase doit produire la liste des experts qui participeront aux deux panels et la liste des questions qui seront discutées lors des panels. Le temps qui lui était initialement imparti (8 jours) a été largement augmenté pour deux raisons. D'abord, le temps consacré à la collecte et à la lecture de documents a été volontairement allongé dans le souci d'approfondir les connaissances tant sur le pays que sur le secteur du transport. Ensuite, la prise de contact avec les experts a pris plus de temps que prévu, se déroulant pendant la période de vacances scolaires.

i. Prise de connaissance des données sociales, politiques, économiques et historiques sur le pays.

Suite à l'expérimentation de l'outil en Arménie, il a été décidé de donner plus de consistance à cette étape de recherche et d'immersion documentaire en multipliant les lectures, et particulièrement les lectures d'ouvrages spécialisés (essais, articles de fond et ouvrages collectifs). Comme il sera souligné plus loin, il se confirme que cette étape est essentielle pour le bon déroulement du test dans le pays. Cette base de connaissance, outre qu'elle aide à asseoir la crédibilité des évaluateurs, permet de mieux cibler les problématiques pertinentes, d'orienter les discussions autour de ces mêmes questions et de créer un débat de fonds lors des panels. Les données ainsi récoltées revêtent un caractère original et informatif. Nous verrons, au chapitre 4, les autres avantages que comportent une consistante analyse documentaire préalable.

Documents collectés et rédaction des questions du premier panel « cadre général ».

Les documents collectés lors de cette phase préparatoire peuvent se regrouper en trois catégories :

- La littérature officielle et la littérature « grise » : outre le CSP Tanzanie et autres documents-cadres afférents (ex : PRSP, Tanzania Assistance Strategy, etc.), il s'agit principalement des documents produits par la Commission européenne tels que des rapports d'évaluation pays ou sectorielle ou des documents stratégiques ainsi que des productions (études, évaluations) d'autres bailleurs comme la Banque Mondiale ou le PNUD.

- Les documents généraux ou spécialisés relatifs à la Tanzanie : des ouvrages généraux, des articles de revues spécialisées, des monographies, essais anthropologiques, sociologiques, politiques, etc. (cf. infra, chapitre IV pour des précisions quant à la méthode de recherche documentaire)
- Les ouvrages concernant la thématique « transport », en Tanzanie et ailleurs. Ici aussi, la recherche documentaire s’est appuyée à la fois sur les documents officiels, la littérature “grise” des rapports et expertises, et enfin sur les travaux universitaires publiés (très peu nombreux sur ce sujet).

Une bibliographie assez conséquente a été élaborée et consultée (cf. bibliographie finale).

A la lumière de ces lectures, les enjeux relatifs aux trois thématiques de l’ASA ont pu être définis et une grille de questions à discuter lors des panels a pu être développée et envoyée aux participants. Conformément aux suggestions de M. Nizery, la grille de questions du panel “général” s’organisait autour de trois axes principaux :

- *History, beliefs and legacy of the past*
- *Society, law and politics (de loin le thème le plus important en volume horaire et nombre de questions)*
- *The domestication of modernity : cultural issues and social innovations*

Chaque thème se déclinait en une série de questions et de problématiques couvrant l’ensemble des enjeux pointés dans la première version de l’outil ASA. Le détail des questions posées lors des panels est consultable en annexe n°1.

En ce qui concerne le panel « transports », devant l’absence d’informations à caractère non techniques dans la littérature disponible, il a été nécessaire de réaliser quelques premiers entretiens avant d’élaborer la liste de questions. Cette mesure a permis d’une part d’éviter de découvrir les enjeux socio-anthropologiques ou socio-économiques relatifs à la question des transports lors du déroulement des panels, et d’autre part d’élaborer avant la tenue de ceux-ci une grille de questionnements beaucoup plus pertinente que ce qui aurait été possible à la seule lecture des travaux disponibles (cf. guide d’entretien Panel 2, annexe n°2).

ii. *L’élaboration des deux listes d’experts*

Nous disposions de plusieurs personnes ressources appartenant au réseau personnel du consultant et provenant d’institutions regroupant des chercheurs africains : le directeur et la

directrice adjointe de l'Institut français de recherche en Afrique de Nairobi (l'IFRA-Nairobi, compétent pour toute l'Afrique de l'Est), et une personne ressource de l'IRD revenant d'une mission en Tanzanie pour le compte de l'IFRA. De plus, trois chercheurs ont aussi fourni des contacts de professeurs de l'université de Dar es Salaam:

- Bernard Calas, géographe à l'université Bordeaux II et auteur d'un ouvrage à paraître sur Dar es Salaam,
- Alain Ricard, chercheur au CEAN-Bordeaux,
- François Bart, également géographe à l'université de Bordeaux II.

L'équipe du CREPAO (Université de Pau et des pays de l'Adour), dont son ancien directeur François Constantin, auteur de l'ouvrage *La Tanzanie contemporaine*, a également aidé à identifier des experts.

Par ailleurs, la lecture d'ouvrages publiés sur la Tanzanie a permis de prendre connaissance des travaux de certains chercheurs et de les sélectionner lorsque leurs travaux de recherche correspondaient au champ d'analyse de la mission.

Pour compléter cette liste, d'autres experts ont été identifiés en consultant des articles publiés dans des revues ou sur certains sites Internet. Enfin, certains ont été contactés par le biais de structures tanzaniennes ou est-africaines reconnues comme le journal *The East African*.

Une fois tous les contacts réunis, une sélection a été menée en fonction des objets de recherche des auteurs qui ont été réunis en veillant à la pluralité disciplinaire de chaque panel. Après vérification des disponibilités lors des prises de contact, deux listes² d'experts - une pour chaque panel - ont été élaborées.

iii. La stratégie de prise de contact

Tous les experts identifiés ont été d'abord contactés par mail. Lors du premier mail, une description sommaire de la mission et des panels leur a été faite, en précisant les dates. Ce n'est qu'après avoir reçu une réponse montrant un intérêt pour le processus et affirmant leur disponibilité qu'une description plus précise leur a été transmise. Tous les experts ne se manifestant pas à la suite des envois de courriers électroniques, ils ont été relancés par téléphone lorsque nous disposions de leur numéro. En définitive, nous avons suivie lors de ce test la même stratégie que lors de l'expérimentation en Arménie, avec toutefois des difficultés supérieures dans les modalités de la prise contact.

² Voir les listes d'experts en annexe 5

La prise de contact s'est déroulée dans le mois précédant la mission, donc pendant les vacances scolaires. Cette circonstance explique sûrement la dizaine de jours qui parfois s'écoulait entre le premier mail envoyé et la réponse de l'expert. C'est également pour la même raison que nombre d'entre eux se trouvaient absents de Dar es Salaam pendant la durée de la mission. C'est ainsi que pour deux listes de 7 experts chacune, au moins 32 personnes ont été contactées, et que cette étape a duré un mois.

Trois jours avant la mission, la grille de questions pour le panel 1 a été envoyée à tous les participants.

iv. Les détails logistiques

Certains petits détails logistiques sont à considérer avant le départ. Le lieu de réunion a été identifié et réservé 15 jours avant le déroulement des sessions. Il a été choisi un lieu confortable (la climatisation dans les pays chauds est indispensable) et relativement central.

Il est aussi important de penser à l'organisation des pauses café. Sur le terrain, le temps imparti s'écoule très vite. Il est judicieux de prévoir le plus possible depuis Paris les détails logistiques, afin de dégager au maximum la mission de ces contingences.

2. Déroulement

i. L'identification des questions pour le panel « transport »

Devant la difficulté de rassembler une documentation non technique sur la question des transports, ce n'est qu'à la suite de la réalisation des premiers entretiens que les questions pour le panel « transport » ont pu être vraiment identifiées. Les participants n'ont donc eu connaissance des problématiques à développer lors des panels qu'au début de la session, par manque de temps.

Ces entretiens préparatoires ont été au nombre de quatre. Le premier entretien, avec le responsable du secteur « transport » de l'équipe d'évaluation, était très important puisqu'il nous a permis de prendre connaissance plus précisément de la stratégie et des réalisations opérationnelles du programme « transport » de la Commission. En effet, la documentation produite par la Commission européenne ne donnait qu'une vision générale et abstraite de la stratégie transport spécifique en Tanzanie.

Lors d'un deuxième entretien, avec un professeur de géographie de l'Université de Dar es Salaam, la question des transports routiers a été abordée sous un angle historique (l'historique des tracés et des axes), socio-géographique (la mobilité humaine et commerciale) et politico-institutionnel (la division des responsabilités entre trois des ministères). Un entretien avec un spécialiste de science politique a également permis d'approfondir cette dernière dimension. Enfin, un entretien complémentaire avec un historien renommé, le professeur Kimambo ayant

travaillé sur l'histoire de la pénétration capitaliste dans les campagnes tanzaniennes³, a permis de replacer la problématique des transports en Tanzanie dans une perspective de longue durée, mettant en évidence les lignes de continuité entre la politique allemande – puis britannique - de mise en valeur coloniale et les corridors d'échanges promus aujourd'hui par l'ensemble des bailleurs de fonds en accord avec les priorités du gouvernement tanzanien.

ii. Les Panels d'experts

Comme pour le test en Arménie, les panels n'ont pas été organisés le premier jour de mission et un intervalle d'un jour (contre deux jours pour l'Arménie) a été prévu entre les deux sessions. Toutefois, la logique de planification des panels d'experts en Tanzanie n'a pas été tout à fait la même que lors de l'expérimentation en Arménie. En effet, en Arménie le premier jour de mission a été consacré à rencontrer la plupart des experts du panels afin de valider les choix des guides d'entretien, alors qu'en Tanzanie les deux premiers jours de mission ont été consacrés, comme indiqué ci-dessus, à la rencontre d'experts susceptibles de nous fournir des informations plus tangibles sur la sociologie du secteur du transport afin de finaliser notre grille de questions pour le panel 2.

La première session des deux panels s'est ainsi tenue le 3^{ème} jour de mission. Les deux sessions des panels ont eu lieu à un jour d'intervalle. Le matin se déroulait le panel « approche générale » et l'après-midi le panel « transport ». La journée d'intervalle entre les deux sessions a permis de rédiger les comptes-rendus de première session et de faire le point sur les questions traitées, non traitées et à approfondir lors de la seconde session. Cette journée de battement a également permis de réaliser d'autres entretiens.

Chacune des 4 sessions a duré trois heures, entrecoupées d'une pause d'un quart d'heure.

La composition du panel 1 « approche générale »

Pour les deux panels, tous les participants ont été relancés la veille par téléphone. Cette mesure a été loin d'être inutile puisqu'une partie d'entre eux avaient oublié leur engagement...

Initialement ce panel devait être composé de 7 personnes, mais 2 d'entre elles ne sont pas venues alors qu'elles avaient confirmé la veille, un journaliste et un membre de la COSTECH (Commission tanzanienne pour la science et la technologie). Ainsi le panel était composé de :

- M. Mbago Maurice, professeur de statistique et directeur du département des publications, Université de Dar es Salaam. Spécialiste de la question des mobilités sociales.

- M. Mbonile Milline, professeur de géographie, Université de Dar es Salaam et membre de l'association des écrivains tanzaniens (Tanzania Writers Assoc.). Spécialiste des flux migratoires et des enjeux de mobilité.

³ Voir son ouvrage Isaria N. Kimambo, *Penetration and Protest in Tanzania. The Impact of the World Economy on the Pare*, London-Dar es Salaam, James Currey, 1991.

- M. Mulokozi, Institut de Kiswahili, Professeur de linguistique et de littérature, Université de Dar es Salaam, et membre de l'association des écrivains tanzaniens (Tanzania Writers Assoc.). Sollicité, notamment, pour le thème 3 du panel 1.
- M. Munishi Gaspar, professeur de politiques publiques et d'administration, Université de Dar es Salaam. Spécialiste des réformes engagées sous l'égide des bailleurs.
- M. Rugumamu William, professeur de géographie, Université de Dar es Salaam.

Comme on peut le remarquer, tous les participants sont enseignants à l'université de Dar es Salaam. Si l'on avait veillé à un équilibre des disciplines représentées, il faut reconnaître que la composition professionnelle de ce panel était de facto homogène, même si certains avaient un engagement associatif en parallèle et/ou des expériences de consultant sur les questions de développement qui furent précieuses. Cette situation s'explique en partie par le désistement de deux experts.

Toutes les personnes présentes au Panel se connaissaient relativement bien, puisque pour la plupart elles provenaient de la même université.

La composition de panel 2 « transport »

Il a été relativement difficile de trouver des universitaires, experts dans le secteur du transport, qui ne soient pas uniquement des ingénieurs. Réunir les experts de ce panel a donc été long.

Comme le panel 1, ce panel rassemblait initialement sept personnes, toutes spécialistes des transports, et n'a finalement été composé que de cinq. Un ingénieur de l'université de Dar es Salaam, spécialiste des transports et un des seuls à avoir publié sur le sujet, n'est pas venu ainsi qu'un géographe, également spécialiste des transports. Etaient donc présents :

- M. Kyessi Alphonse, professeur d'urbanisme, Université de Dar es Salaam
- M. Likwelile Servicius, directeur du « Tanzanian Social Action Fund » (TASAF), directeur de cabinet de la cellule de lutte contre la pauvreté du vice-président, avec une spécialisation en développement des infrastructures et du transport.
- M. Mesaki Simeon, professeur de sociologie et d'anthropologie, Université de Dar es Salaam
- Mme Mlambo Asteria, Coordinatrice du Dar Es Salaam Rapid Transit Project, Dar es Salaam City Council.

- M. Manfupe, professeur de géographie, Université de Dar es Salaam.

La composition de ce panel était plus hétérogène que le premier, avec trois universitaires et deux institutionnels issus du secteur associatif. Comme pour le panel 1, toutes les personnes présentes se connaissaient peu ou prou.

L'animation

Le choix d'animation a été de mener la discussion de manière semi-directive. Le déroulement des panels s'est organisé par grands thèmes, au sein desquels la discussion collective, assez libre, était orientée par relances. Ainsi, toutes les questions prévues ont été abordées, mais sans suivre rigoureusement l'ordre des guides d'entretien présentés en annexe.

Le choix d'une animation semi-directive a permis, en incitant les discussions croisées, de laisser des débats émerger entre les participants et, ainsi, de révéler des enjeux et des problématiques qui n'avaient pas forcément été identifiés à la lecture de la documentation.

Nous pouvons supposer que cette méthode s'est révélée utile, au moins pour le panel 1. En effet, la plupart des participants avaient préparé leurs interventions sur quelques unes des questions, tout en estimant ne pas avoir la légitimité pour répondre aux autres. Le fait de ne pas suivre l'ordre des questions a ainsi eu pour conséquence la participation de presque tous les participants sur chacun des thèmes majeurs.

Nous reviendrons sur le choix du type d'animation et ses conséquences sur le contenu des informations recueillies en section IV.

Le dynamisme des échanges

Les échanges lors des deux panels n'ont pas montré le même dynamisme. Cette situation tient sans doute à la personnalité des intervenants, mais peut-être aussi s'expliquer par la différence de composition des panels. Nous avons pu remarquer, en effet, une difficulté de dialogue entre les institutionnels et les universitaires du panel 2. L'hypothèse que, dans un panel homogène, la vitalité des discussions est plus sûrement assurée reste toutefois à vérifier. L'expérimentation de l'outil en Arménie, en effet, avait au contraire mis en évidence des débats de meilleure qualité lorsque les panels étaient constitués d'experts d'origines diverses.

Contenu des échanges du panel 1

Conformément aux prescriptions de l'outil, l'objectif de ce panel était :

- d'une part de mettre en évidence les principales caractéristiques socio-anthropologiques, historiques, politiques, économiques et culturelles de la société tanzanienne, d'analyser ses bouleversements récents ;

- d'autre part, de mettre en évidence des enjeux et des problématiques susceptibles d'intéresser la Commission dans la mise en œuvre de sa stratégie pays, par exemple, en pointant les recompositions sociopolitiques engendrées par les réformes.

Pour ce faire, les discussions ont été organisées autour de trois thématiques principales :

- l'histoire, les croyances et les héritages du passé,
- la société, le droit et la vie politique,
- les appropriations de la modernité : les questions culturelles et les innovations sociales.

Fidèlement à la méthodologie, la grille de questions⁴ a été envoyée à tous les participants quelques jours avant la date du panel. Ainsi, les participants avaient connaissance des objectifs du panel et certains d'entre eux ont pu préparer leurs interventions sur les questions de leur choix.

Il est d'ores et déjà important de noter la perplexité des participants devant l'étendue du questionnement. Nous y reviendrons plus loin (cf. infra, section IV)

La justification de l'organisation d'une deuxième session du même panel était initialement d'y approfondir les points abordés lors de la première. Les participants devaient réagir au résumé de la première séance qui leur était distribué. Or, pour traiter toute l'étendue du questionnement, les trois heures de la première session n'ont pas été suffisantes. La deuxième session a donc permis de traiter les questions encore non abordées. Les participants n'ont manifesté que peu d'intérêt aux questions déjà abordées. Le résumé⁵ de la première séance n'a d'ailleurs suscité aucune réaction.

Contenu des échanges du panel 2

Ce panel avait pour rôle de collecter des données auprès de différents experts en vue de développer une analyse socio-anthropologique de la stratégie « transport » de la Commission européenne. Pour ce faire, les questions ont été regroupées en cinq catégories :

- les transports et la mobilité en Tanzanie : héritages et enjeux actuels.
- l'économie politique du secteur des transports

⁴ Voir annexe 1

⁵ Voir annexe 3

- les réformes du secteur transport, la gouvernance et les politiques mise en oeuvre
- les impacts sociaux et anthropologiques de la « révolution du transport ».
- les transports et l'intégration régionale.

Contrairement à la méthodologie préconisée et pour les raisons évoquées plus haut, la grille⁶ de question n'a pas été envoyée au préalable aux experts. Ce n'est, en effet, qu'à la suite des premiers entretiens que cette grille a pu être élaborée. Les participants n'ont donc découvert le questionnement qu'au moment du panel.

Comme pour le panel 1, la première session du panel 2 n'a pas permis de traiter l'ensemble des sujets. La deuxième session a donc été en partie utilisée pour finaliser la grille. Cette session a commencé par des réactions sur le résumé⁷ de la précédente séance qui avait été distribué. Revenir systématiquement sur chaque point abordé pour approfondissement n'est pas fondamental, d'autant plus que les participants n'y manifestaient pas d'intérêt. Par contre, faire une sélection des points litigieux, non consensuels, et revenir sur chacun d'entre eux sembler plus pertinent et fructueux. Nous y reviendrons plus loin.

iii. Les entretiens

Douze entretiens ont été réalisés lors de la mission en Tanzanie. L'objectif de départ était d'équilibrer les entretiens entre les deux démarches (générale / sectorielle) adoptées. En fait, pour des raisons pratiques et par manque de temps, plus d'entretiens sur le thème des transports ont été réalisés. C'était en effet, le sujet sur lesquels le recueil d'information de type socio-anthropologique était le plus difficile. Ces entretiens ont, pour la plupart, été menés en suivant peu ou prou le guide d'animation du panel « transport ».

L'ambivalence de notre statut (équipe de test pour la Commission européenne mais n'appartenant pas la CE) a rendu difficile notre présentation lors des entretiens. Ajouté à cela, le fait de se présenter au nom d'un simple test a posé un problème en termes de crédibilité. En effet, pourquoi venir les interroger si le contenu de leur discours a peu de chance d'être utilisé ? En quoi, le panel d'expert est un nouvel outil qui nécessite un test ? Notons que ce genre de problèmes était relatif à la nature de la mission et ne devrait pas se poser dans le cadre d'une mission d'évaluation.

La personne en charge du secteur transport de l'équipe d'évaluation d'EGEval, M. Kimambo, a été rencontrée le premier jour de la mission. Cet entretien a permis d'éclaircir la stratégie de l'Union Européenne et de nous fournir certains contacts au Ministère des Communication et des Transports. Mais, en vérité, cet échange avec le représentant de l'équipe d'évaluation a été décevant et d'un intérêt limité.

⁶ Voir annexe 2

⁷ Voir annexe 4

Deux personnes ont été rencontrées au sein de la Délégation Européenne : Douglas Carpenter, conseiller économique, qui nous a mis en contact avec Frédéric Woringer, responsable du secteur infrastructure (dont transport). M. Woringer a paru intéressé par la démarche ASA et nous a apporté des informations pertinentes ainsi que des contacts. Cet entretien nous a été très utile ; malheureusement, il a eu lieu le dernier jour de mission pour cause d'indisponibilité. Ainsi ses contacts n'ont pas pu être exploités et les informations fournies par lui n'ont pu être mises en débat dans les panels ou dans les autres entretiens qui s'étaient déjà déroulés.

Cette expérience montre l'importance d'être en contact direct avec la Délégation européenne sur place et d'avoir un soutien de celle-ci clairement affirmé. En effet, elle peut introduire l'équipe auprès de certains acteurs difficiles autrement à rencontrer et fournir des informations importantes.

II. ENSEIGNEMENTS METHODOLOGIQUES ET RECOMMANDATIONS QUANT A LA MISE EN ŒUVRE DE L'OUTIL ASA

1. Le travail en amont :

L'importance que doit prendre cette étape de l'ASA a émergé à la suite de l'expérimentation en Arménie et se trouve confirmée par ce second test. Cette phase est véritablement cruciale pour que les résultats de la mission soient pertinents et que pour le temps imparti au terrain soit maximisé.

Par ailleurs, la connaissance acquise pendant cette phase crédibilise le statut de l'enquêteur lors des entretiens ou même des panels. Elle permet aussi d'évaluer le degré d'objectivité des données recueillies lors de la mission. Enfin, les données issues de l'analyse documentaire serviront autant que les données issues du terrain dans l'élaboration des conclusions de l'évaluation.

i. La recherche documentaire : propositions de méthode

Le travail de recherche documentaire préparatoire à toute mission d'évaluation est une démarche évidente et banale. Or, pour tout un ensemble de raisons, liées au manque de temps, de moyens, mais aussi parfois au profil des experts missionnés ou aux habitudes de la profession, on constate que cette dimension est souvent négligée ou, plus exactement, menée selon des procédures qui pourraient être singulièrement améliorées.

Ce constat est d'autant plus important qu'il concerne un outil, l'ASA, qui nécessite une connaissance fine de la société considérée. La première version de l'outil préconisait « une lecture analytique des documents stratégiques » afin d'en « extraire les enjeux explicites et implicites ». Cela est évidemment un préalable. Mais – et la première expérimentation en Arménie l'avait déjà montré – cette étape documentaire n'est évidemment pas suffisante pour saisir les véritables enjeux de la conduite des réformes, et encore moins pour mener à bien une réflexion de type socio-anthropologique sur celles-ci. La nature même de la littérature officielle des acteurs du développement, son caractère souvent technique et volontairement apolitique, l'euphémisation fréquente des “problèmes” et des enjeux réels de la mise en œuvre d'une stratégie-pays ou sectorielle, constituent autant d'obstacles à l'identification des enjeux socio-anthropologiques, économiques ou politiques qu'elle comporte.

D'où la nécessité, impérative, de préparer une mission de type ASA par une recherche documentaire en amont beaucoup plus large et approfondie qui permette aux évaluateurs de pointer les enjeux véritables, de poser les bonnes questions et de tester ensuite leurs hypothèses sur le terrain, par le biais des panels d'experts et des entretiens. Autrement dit, les panels d'experts et les entretiens de l'outil ASA, n'ont pas vocation à fournir l'information de

base sur les caractéristiques socio-anthropologiques, institutionnelles ou historiques d'un pays, mais de valider ou invalider des hypothèses élaborées en amont, de mettre en débat des questions irrésolues et, enfin, de faire surgir des enjeux qui n'avaient pas été envisagés auparavant. La quête d'informations doit se faire bien avant la mission, par la recherche documentaire.

Comment mener celle-ci en gardant à l'esprit le souci d'économie de temps et de moyens ? La démarche ASA, pour être opérationnelle, ne peut évidemment pas s'inscrire dans une démarche de recherche de type académique, où l'exhaustivité des références sur un pays ou un objet est généralement requise. Ici, c'est un double critère de pertinence des sources et de "rentabilité" (rapport temps de lecture / informations recueillies) qui guidera la recherche documentaire. Les questionnements de l'outil ASA étant extrêmement étendus, il est nécessaire de mener la recherche documentaire dans ce souci d'efficacité.

Comme pour toute recherche documentaire, on préconisera la "méthode de l'entonnoir" qui permet de partir des réflexions et des lectures les plus générales sur un pays pour aller progressivement vers une documentation plus spécialisée. L'idéal est de disposer d'un répertoire bibliographique ou de bulletins signalétiques qui font le point, périodiquement, sur les publications consacrées à un pays ou une région du monde⁸. Dans ce cas, le travail de recherche est grandement facilité par la lecture des notices bibliographiques qui permettent d'identifier rapidement les travaux pertinents pour la stratégie-pays et d'aller directement à l'essentiel. Il faut noter toutefois que ces bibliographies, lorsqu'elles sont éditées sous forme d'ouvrages, ne sont pas toujours actualisées en raison du décalage entre l'actualité éditoriale foisonnante et les délais de réalisation d'un tel index. Une recherche complémentaire est donc préconisée pour identifier les ouvrages et articles les plus récents parus sur le pays.

Dans les cas, très nombreux, où de tels outils bibliographiques n'existent pas, nous conseillons de débiter cette recherche documentaire par la lecture d'articles de type Annuaire ou Handbook qui résument généralement assez bien l'histoire d'un pays et font régulièrement le point sur l'actualité politique, économique et sociale de celui-ci. Il en existe en français, en anglais et autres langues. L'intérêt de telles lectures est certes limité, mais il permet de se familiariser avec l'histoire du pays sans perdre trop de temps à lire des sommes historiques et, surtout, il donne souvent l'opportunité de découvrir une première bibliographie de référence. C'est le cas, par exemple, du *l'Etat du monde* (publié chaque année aux Editions de la Découverte) qui fournit, en sus des articles consacrés aux pays (rédigés par des spécialistes reconnus), des indications bibliographiques qui sont généralement pertinentes et actualisées. On peut également y trouver des liens avec des sites Internet qui peuvent être utiles.

Seconde étape : la lecture d'ouvrages – souvent collectifs – qui font le point sur un pays. Ainsi, par exemple, pour la mission Tanzanie, nous disposons de deux ouvrages en français qui traitaient une majorité des thèmes abordés par l'ASA : *La Tanzanie contemporaine*, ouvrage collectif dirigé par F. Constantin et C. Baroin, publié en 1999 aux éditions Karthala, et un ouvrage plus ancien, *Tanzanie, l'Ujamaa face aux réalités*, publié par H. Batibo et D. C. Martin aux éditions Recherche sur les Civilisations (1989). Traitant pêle-mêle de l'histoire ancienne, des langues, des structures sociales, des églises et de l'islam, de la production du

⁸ Il existe en effet de nombreuses bibliographies de ce type qui sont même aujourd'hui consultables sur l'Internet. Elles sont souvent réalisées selon des découpages par disciplines académiques.

droit, des évolutions politiques ou économiques, des stratégies paysannes, des innovations sociales et des productions culturelles, ces ouvrages sont évidemment d'inégale qualité. Mais ils sont doublement précieux en ce qu'ils permettent un balayage assez rapide et exhaustif des réalités socio-anthropologiques visées par l'ASA et aident, derechef, à affiner la recherche documentaire en fournissant des bibliographies plus spécialisées qui incitent à aller plus loin sur chacun des thèmes.

La troisième étape, également importante pour la préparation d'une mission de type ASA, consiste en la lecture de documents plus spécialisés, par thèmes ou par discipline. Ainsi, sera-t-il utile de consulter des ouvrages ou des articles de sociologie, d'anthropologie, d'histoire, de géographie humaine, de science politique ou d'économie portant sur le pays ou une région de celui-ci. L'idéal étant d'avoir consulté une ou plusieurs références se rapportant à chacun des sous-thèmes identifiés dans la démarche ASA. Ainsi, dans le cas de la Tanzanie, nous avons sélectionné et utilisé : un livre de sociologie politique portant sur les cultures politiques et les imaginaires du pouvoir sous l'Ujamaa, un ouvrage d'économie politique sur l'attitude des paysanneries face aux réformes et le poids de leur "économie morale", un autre, collectif et pluridisciplinaire, portant sur les conceptions de l'autorité et du pouvoir chez les Swahili, un livre d'anthropologie culturelle sur la formation de la nation tanzanienne à travers la production musicale, un ouvrage, beaucoup plus austère, sur le système partisan et les réformes politiques, un document, également austère, sur les inégalités sociales et la situation des femmes, etc. (cf. bibliographie finale)

L'expérience tanzanienne montre qu'il est important de connaître (et si possible d'avoir lu) les auteurs et ouvrages importants ayant travaillé sur le pays. Outre que cela fonde la crédibilité des évaluateurs, cela permet aussi de lancer ou de relancer les débats lors des panels autour d'une thèse connue et débattue. Ainsi, par exemple, l'ouvrage célèbre de Goran Hyden (*Beyond Ujamaa in Tanzania. Underdevelopment and an uncaptured peasantry*⁹) n'est pas seulement un livre qui a suscité d'intenses débats académiques en anthropologie du développement. Vingt cinq ans après sa parution, il continue de faire débat en Tanzanie où la fameuse notion hydenienne d'"économie d'affection" est soutenue par certains et contestée par d'autres¹⁰. Cela fut un point d'entrée intéressant, lors du panel 1, pour débattre des attitudes paysannes face aux réformes de libéralisation.

Il va de soi que cette démarche bibliographique ne se limite pas aux ouvrages et livres publiés. Pour des raisons pratiques, on conseillera même de concentrer une partie de la recherche documentaire sur les articles de revue et autres documents se rapportant au pays ou au thème considéré. Le gain de temps est souvent appréciable. Aujourd'hui, de nombreuses revues spécialisées offrent des services en lignes qui permettent de consulter ou même de télécharger des articles et des dossiers qui peuvent s'avérer utile pour une mission d'évaluation. Concernant les pays africains, mentionnons par exemple, le site de la revue francophone *Politique africaine* qui offre accès à plus de vingt ans de publications et des milliers d'articles¹¹, ou bien les revues du Codesria, également accessibles en ligne¹².

⁹ Berkeley, University of California Press, 1980.

¹⁰ Voir l'actualité du débat in *Tanzanian Journal of Population Studies and Development*, Special Issue « African economy of affection », vol. 11, n° 2, 2004.

¹¹ Voir www.politique-africaine.com

¹² Voir www.codesria.org

Durant la mission, nous conseillons également de prendre connaissances des travaux produits localement et qui ne sont pas toujours accessibles ou disponibles en Europe :

- Se rendre systématiquement auprès des éditeurs locaux pour consulter ou acquérir leurs publications qui, souvent, concernent d'assez près les questionnements de l'ASA.
- Consulter les organismes de recherche ou les observatoires (type Observatoire économique et social) qui ont souvent des bulletins ou des working papers intéressants et qui publient des études fondées sur des enquêtes menées localement. C'est précieux.
- Enfin, ne pas oublier de solliciter les interlocuteurs (notamment les chercheurs et professeurs) lors des entretiens, pour obtenir d'eux des papiers et autres études qu'ils auraient réalisées et qui restent souvent confidentielles. C'est une source qu'il ne faut pas négliger, surtout quand on sait que nombre d'entre eux travaillent également comme consultants sur les questions de développement.

Enfin, signalons évidemment que la recherche documentaire ne se limite pas à la recherche bibliographique d'ouvrages ou de travaux publiés.

- Nous avons déjà mentionné l'usage (et les mésusages) qui peuvent être faits des documents officiels produits par les agences de coopération. Ils sont évidemment incontournables.
- Mais il faut aussitôt ajouter l'intérêt de toute une littérature "grise" de rapports et autres études menées sur le pays concerné par l'évaluation. Pour peu que l'on dépasse le biais souvent technique de ces travaux et à condition de les appréhender à partir d'une analyse critique des sources, elles peuvent être utiles pour l'ASA.
- La presse locale, selon nous, doit être également utilisée dans la démarche ASA. Il ne s'agit évidemment pas de réaliser une revue de presse exhaustive sur les thèmes considérés (sur quelle période, à partir de quel échantillon ?). Il s'agit simplement de consulter régulièrement la presse du pays avant la mission pour se familiariser avec les thèmes en débat dans la société et, sur place, de réaliser une mini revue de presse qui pourra servir, au besoin, pour (1) prendre la "température" du pays, (2) identifier des enjeux du débat public, (3) lancer ou relancer les débats lors des panels ou des entretiens en faisant réagir les experts sur un article. Cet usage de la presse n'est pas indispensable, mais il peut s'avérer un complément utile.
- Enfin, la quête de données statistiques ne doit pas être négligée. Travailler sur les dimensions socio-anthropologiques du développement n'exclue pas, loin de là, de fonder l'analyse sur des données quantitatives. Leur interprétation peut donner lieu à des analyses intéressantes.

En résumé, les sources documentaires qui nous semblent devoir être consultées pour préparer correctement une mission de type ASA sont principalement :

- Les bibliographies par pays ou par thème
- les ouvrages et annuaires de type handbook avec entrée par pays et/ou par thème
- les ouvrages collectifs centrés sur un pays (ex : *La Tanzanie contemporaine*)
- les ouvrages de référence ou qui font débat dans un pays
- les articles de revues spécialisés, par grands thèmes et disciplines sur le pays
- les publications locales, working papers et autres documents produits par les institutions de recherche ou les observatoires du pays.
- la presse locale
- la documentation officielle produite par les agences de coopération
- la littérature “grise” (rapports d’expertise, etc.)

ii. Prise de contact

La stratégie de prise de contact telle qu’elle a été pratiquée lors des deux tests semble adéquate. Il est, toutefois, important d’insister sur la nécessité de prévoir plus de participants au panel que nécessaire car, dans les deux missions, il y a eu des désistements. Par contre, le temps imparti à cette étape peut varier en fonction du pays et du moment dans l’année où elle se déroule.

iii. Entretiens préparatoires

Un entretien préparatoire avait été organisé lors du précédent test de l’outil. L’équipe du test avait rencontré un chercheur en sciences politiques pour compléter les informations collectées dans les documents et lui fournir une liste de contacts. Lors du test sur la Tanzanie, aucun entretien n’a été réalisé pendant la phase préparatoire.

Toutefois, ces entretiens sont indispensables et doivent être multipliés. Trois catégories de personnes semblent importantes à rencontrer :

- des spécialistes du pays considéré ;
- des spécialistes du secteur concerné (par exemple, du transport en Afrique) ;
- des « institutionnels » et responsables notamment des desks à Bruxelles.

Ces entretiens ont un double objectif : d'une part, les personnes interrogées peuvent fournir des contacts intéressants et des orientations bibliographiques et d'autre part, ils permettent de récolter des informations complémentaires et ainsi, de construire une grille de question plus pointues. Notamment, les personnes de la Commission Européenne peuvent donner des renseignements plus fins que les documents sur la stratégie européenne dans le pays.

2. Les panels d'expert

i. Le contenu des discussions

Comme indiqué dans la section I, le déroulement des panels s'est révélé globalement satisfaisant et valide assez largement la pertinence de cette méthode. Le test tanzanien confirme toutefois que l'étendue des questionnements abordés soulève des difficultés. Aucun panéliste, évidemment, ne peut être expert dans tous les domaines abordés. Ainsi, lors du panel, ils sont incités à parler de sujets qu'ils ne maîtrisent pas. Les propos recueillis dans ce cas sont alors soit des généralités, soit des appréciations personnelles difficiles à prendre en compte. De façon plus générale, une des difficultés de l'exercice est de distinguer entre les énoncés de type opinion personnelle, les interprétations et les analyses proposées par les panélistes d'un phénomène qu'ils ont étudiés.

On touche ici à la question de la validation des informations recueillies par cette méthode sur laquelle nous reviendrons plus loin. Les données récoltées ne peuvent être prises pour des données objectives ; il est donc nécessaire de les recouper avec d'autres données recueillies par un autre moyen (documentation ou autres, cf. infra). Il est par ailleurs nécessaire de prévoir une phase d'analyse de ces données.

En comparant les propos de la même personne interrogée en entretien et en panel, il apparaît que ceux recueillis lors du panel sont plus retenus, moins critiques. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cela. Dans le cas tanzanien, il faut garder à l'esprit que tous les panélistes ont connu la période de l'Ujamaa et du parti unique, au cours de laquelle s'exerçait un contrôle social fort. La difficulté à s'exprimer librement dans une assemblée s'inscrit certainement dans les héritages de ce contexte. Cette réserve de la parole, redoublée par une culture swahili qui ne porte pas à l'exubérance, s'est trouvée accrue par le fait que tous les participants se connaissaient et étaient sûrement amenés à collaborer régulièrement (et qui par ailleurs, ne voulaient sans doute pas non plus obérer la possibilité de travailler à nouveau pour des agences de coopération...). C'est un biais méthodologique qui ne doit pas être négligé dans l'interprétation des propos recueillis.

Autre point à discuter : un équilibre doit être trouvé entre le nombre de panels, le nombre de thèmes à aborder dans chacun des panels et le temps dont on dispose. La deuxième session des panels n'a été utilisée que pour compléter les questions de la grille puisque les participants n'avaient rien à ajouter sur les sujets abordés lors de la première session. De ce fait, il serait préférable d'organiser deux ou trois panels mais réunis qu'une seule fois plus longuement et abordant des sujets plus resserrés.

ii. L'animation

Comme indiqué plus haut, il est très important que l'animateur des débats dispose d'une connaissance approfondie du contexte et ce pour plusieurs raisons :

- être crédible aux yeux des panélistes et pouvoir relancer la discussion à bon escient
- éviter les propos descriptifs en orientant les débats sur la base de connaissances partagées.
- lancer des questions susceptibles, d'une part, d'intéresser les panélistes et, d'autre part, de faire émerger un débat.

iii. La grille de questions, ou guide d'animation

La grille de question doit être envoyée à l'avance mais on se trouve ici face à un dilemme : en effet, pour que celle-ci soit la plus pertinente possible, il convient – comme dans le cas du secteur des transports en Tanzanie - d'avoir fait des entretiens préparatoires surtout si l'on n'est pas un expert du secteur étudié.

A la suite des deux missions en Arménie et en Tanzanie, la conclusion que l'outil ASA ne peut contenir des questions types à appliquer pour tous les pays s'impose. Les contextes sont trop variés d'un pays à l'autre pour pouvoir définir une liste de questions type sans que celles-ci soient réductrices pour l'analyse. En revanche, l'outil peut proposer des zones d'enjeux et des problématiques communes qui seront adaptés à chaque pays à la suite de l'analyse documentaire.

Les questions de type informatif ou descriptif sont à proscrire de la grille (ces aspects doivent être traités en amont, par la recherche documentaire) ; les panels ont pour rôle de mettre en discussion certains sujets définis lors de la phase préparatoire, et de recueillir des interprétations et des analyses différentes.

3. L'entretien

i. Entretiens avec les panélistes

La recommandation qui émerge des deux missions est de rencontrer chacun des panélistes lors d'un entretien avant de les réunir dans un panel. Lors de cet entretien, une présentation approfondie de la mission leur sera faite, ainsi qu'une présentation des questions auxquelles l'analyse se propose de répondre. Par ailleurs, cet entretien préparatoire sera l'occasion de discuter ouvertement de l'expérience et de l'approche de l'expert et de recueillir ses impressions générales sur l'aide au développement dans son pays. Enfin, certaines questions de la grille pourront être abordées plus particulièrement ; ce dernier point permettra de juger de la réserve des panélistes lors des panels en comparant les deux discours.

Lors des panels, certains participants ne s'expriment que peu, pour des raisons liées à leur personnalité ou à la dynamique de la discussion collective, même sur des sujets qu'ils maîtrisent. C'est un phénomène bien connu des animations de groupes. Le panel peut permettre de repérer ces personnes et les sujets sur lesquels elles sont pertinentes et, si on estime qu'il serait intéressant pour l'étude de revenir sur ces sujets, il sera utile de rencontrer à nouveau cette personne pour un entretien.

ii. Autres entretiens

Des experts autres que les panélistes seront interrogés soit parce qu'ils ne pouvaient assister au panel soit parce que l'on a jugé plus utile de les rencontrer en tête à tête. Cette démarche par entretiens individuels ne doit pas, selon nous, être considérée comme un simple complément de la méthode des panels d'experts. Elle peut être placée sur le même plan en termes de "rentabilité" dans la collecte d'informations.

La question est alors de trouver un équilibre entre les entretiens sur l'approche secteur et l'approche générale : pour des questions de temps, il peut être impossible de mener à bien les deux.

Encore plus ardu : si l'on veut une vraie rencontre avec les bénéficiaires, c'est-à-dire la mise sur pied de véritables focus groups (cf. infra), le temps deviendra une contrainte encore plus grande.

iii. Le contenu

De façon générale, les discussions des panels ont été de très bonne tenue. On constate toutefois que lors des entretiens ou lors des panels, les experts avaient tendance à rester dans un discours convenu et non-critique, évitant les aspects non avantageux pour l'image de leur pays (trafics, droit de l'homme, ...). Depuis plusieurs années, la plupart des experts de Dar es Salaam ont été sollicités souvent par les nombreux bailleurs de fonds présents en Tanzanie. Ainsi, ces experts sont habitués aux discours uniformisés des bailleurs, ils en reprennent souvent le vocabulaire sans véritable recul critique.

Une autre conséquence de ce contexte est la non-disponibilité de ces experts très sollicités par les agences d'aide dans un pays comme la Tanzanie. C'est pourquoi il est important de

prévoir le maximum d'entretiens lors de la phase préparatoire elle-même et de ne pas trop compter sur la période de mission pour les organiser.

4. La validation des données

Nous avons vu plus haut que la nature des données recueillies par la méthode des entretiens et de panels induit la nécessité d'une phase de vérification. Le recoupement des informations issues des panels et des entretiens avec les données issues de l'analyse documentaire est certes utile mais insuffisant. Il est ainsi important de recouper ces données avec d'autres méthodes et d'autres sources. Deux possibilités peuvent être envisagées, selon les moyens et le temps impartis à la démarche ASA.

i. Le focus group

Afin de rencontrer les usagers ou bénéficiaires finaux des stratégies mises en œuvre et ainsi de valider les données recueillies lors des panels et des entretiens, l'organisation d'un focus group s'impose. D'ailleurs, lors de l'expérimentation en Arménie, la nécessité d'un focus group avait déjà émergé. En Tanzanie, nous avons envisagé la tenue d'un focus group avec des usagers des transports, des chauffeurs routiers, des conducteurs de dala-dala (taxis collectifs), des transporteurs, transitaires, etc. Mais les contraintes de temps, d'organisation, de langue, ne l'ont pas permis.

En effet, il faut bien noter que l'organisation d'un focus group avec les "usagers" ou les populations cibles d'une politique de développement ne fonctionne pas selon la même démarche que celle de l'organisation de panels. En effet, alors que la prise de contact avec des experts se fait par mail ou par téléphone et peut donc se faire depuis la France, celle avec cette catégorie d'acteurs ne peut qu'être directe et implique de "labourer" le terrain. Ceci induit la nécessité d'avoir recours à un relais local pour assurer l'organisation d'un focus group - le temps d'une mission d'évaluation étant déjà bien rempli. De plus, la langue anglaise ou française ne peut pas toujours être utilisée d'une part, parce que les participants ne la maîtriseront pas ou insuffisamment et, d'autre part, parce que la terminologie employée par les participants est sujette à l'analyse.

ii. Une enquête de terrain

Afin de valider certaines informations recueillies par la méthode des panels et des entretiens, on pourrait, selon une hypothèse haute de disponibilité des moyens, envisager la mise sur pied d'enquêtes rapides de type socio-anthropologie du développement. Cette démarche, cohérente avec une visée anthropologique qui nécessite toujours la confrontation avec le terrain, ne serait pas conçue comme un préalable à l'évaluation, mais bel et bien comme un test de validation (et de complémentation) des informations recueillies par l'outil ASA.

La question qui se pose, évidemment, est celle du format et de la durée d'une telle démarche d'enquête de terrain. Il est clair que cet outil complémentaire ne peut s'appliquer à une

stratégie pays. Comment mettre sur pied une enquête socio-anthropologique à l'échelle d'un pays ? C'est absurde. Généralement, cette méthode est utilisée dans le cadre de stratégies-projets où il est beaucoup plus facile de délimiter l'aire d'intervention et la population étudiée. Nous proposons ici de l'appliquer à une démarche sectorielle, après identification des enjeux et des groupes principaux concernés par la mise en œuvre d'une stratégie sectorielle (par exemple, ici, elle de la réforme du secteur des transports). Les enquêtes rapides de type ECRIS mises sur pied, par exemple, par les équipes de l'APAD en Afrique de l'Ouest pourraient éventuellement s'appliquer à cet objet.

D'autres méthodes d'enquête peuvent également être envisagées, selon le format que la Commission serait susceptible de soutenir dans le cadre de ses stratégies d'évaluation.

III. RECOMMANDATION POUR LE DEUXIEME TEST

Lors d'un éventuel autre test, l'équipe pourrait porter une attention particulière aux différentes recommandations ci-dessous, issues des missions en Arménie et en Tanzanie :

Lors de la phase préparatoire :

- a. Réaliser des entretiens préparatoires avec des spécialistes du pays concerné, des spécialistes sectoriels et des institutionnels ;
- b. Suivre la démarche proposée pour l'élaboration d'une bibliographie ;
- c. Adapter les zones d'enjeux et élaborer les grilles de question de chaque panel sur la base de l'analyse documentaire et des entretiens préparatoires ;
- d. Identifier un relais local.

Lors du déroulement du test sur le terrain :

- a. Rencontrer tous les panélistes lors des deux ou trois premiers jours de mission ;
- b. Organiser trois panels réunis qu'une seule fois avec une grille de questions moins étendue sur les trois nouvelles thématiques de l'outil (histoire, croyances et héritages du passé ; société, droit et vie politique ; appropriations de la modernité)
- c. Organiser, avec l'aide de l'expert local, un focus group regroupant des usagers ou des bénéficiaires finaux ;

L'analyse socio-athropologique pourrait se focaliser sur un secteur d'intervention particulier.

Le tableau de la page suivante indique la durée et la répartition du temps conseillée pour un deuxième test.

DEROULEMENT PROPOSE DU TEST

Phase	Approches de l'analyse	Tâches à accomplir	Temps évaluateur
Phase préparatoire	Liste des experts par panel	Sélection des experts	2j
		Prise de contact	10j
	Prise de connaissances des données et identification des enjeux	Elaboration d'une bibliographie	5j
		Analyse documentaire	15j
		Elaboration des grilles de question	1j
Nombre de jours nécessaires pour la phase 1			33j
Phase 2 : dans le pays	Panels	Entretiens individuels avec les experts	5j
		Réunion de trois panels	2j
	Entretiens	Conduite d'entretiens complémentaires	3j
	Focus group	Organisation des focus group	2j
		Réunion d'un focus group	1j
	Nombre de jours nécessaires pour la phase 2		
Au retour	Analyse des données		3 j
	Rédaction du rapport de la mission test		2 j
Total H-F/ J			51 j